

## **« Nourrir le monde » : remettons en question le discours ambiant**

La sphère politique européenne rabâche une hypothèse omniprésente : l'augmentation de 70% de la production alimentaire mondiale d'ici 2050. Ce chiffre désormais accepté et répété par tous joue un rôle important dans la définition des débats politiques actuels au niveau européen et international, en matière de sécurité alimentaire et de direction d'une future agriculture mondiale.

Cet article entend questionner cette soi-disant nécessité d'augmenter la production alimentaire mondiale pour nourrir le monde en 2050 et la formulation dominante du problème de la sécurité alimentaire.

### **Les données à la base de l'estimation par la FAO d'une augmentation nécessaire de la production mondiale sont discutables.**

Les tendances actuelles formant le socle du discours général en matière de demande alimentaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sont considérées comme vouées à durer (consommation croissante de produits d'origine animale, gaspillage alimentaire et pertes après récolte élevées, demande en biocarburants ; Bernard et Lux, 2017).

### **Une productivité accrue n'a pas assuré la sécurité alimentaire pendant la Révolution verte. Il n'y a aucune raison que ce même modèle fonctionne aujourd'hui.**

Au 20<sup>e</sup> siècle, l'agriculture a subi une remarquable hausse de productivité : à l'échelle mondiale, les rendements ont bondi de 150 à 200% entre 1960 et 2010, même en intégrant les différences régionales marquées (FAO 2011; IAASTD 2009). Toutefois, malgré cet énorme bond de production, la sécurité alimentaire n'a pas progressé au niveau mondial, ni même local. D'après la FAO, l'estimation du nombre d'individus souffrant d'insécurité alimentaire chronique et de malnutrition est passée de 777 millions en 2015 à 815 millions en 2016. De plus, deux millions de personnes souffrent de carences en micronutriments (Bioversity International, 2014). En parallèle, les cas d'obésité et de surpoids chez l'adulte comme chez l'enfant augmentent dans le monde entier.

Ces données font apparaître un autre problème : la sécurité alimentaire n'est pas une question de quantité de nourriture disponible indépendamment de toutes propriétés nutritionnelles, mais d'accès à une alimentation nutritive.

### **La productivité est une question de pratiques agronomiques et de temps.**

Le facteur temps est souvent omis ou oublié lorsque l'on compare la productivité des sols cultivés de manière conventionnelle et selon les techniques agroécologiques. La productivité atteinte à court terme grâce à des plants à rendement élevé et des engrais est de courte durée : après une augmentation initiale, elle subit une diminution générale et ne peut être maintenue que par un apport d'intrants chimiques plus élevé ou plus concentré. Ces facteurs, parmi d'autres, entraînent le déclin de la fertilité du sol en contribuant à la perte de matière organique. En d'autres termes, il est impossible d'atteindre une productivité supérieure par des pratiques menant à la perte de fertilité du sol. D'un autre côté, il est de plus en plus manifeste que les systèmes agroécologiques retiennent le carbone dans le sol, entretiennent la biodiversité, restaurent la fertilité des sols et maintiennent les rendements sur le long terme (IPES, 2016).

### **La sécurité alimentaire dépend de systèmes alimentaires locaux forts, pas d'une simple hausse de la productivité.**

Réhabiliter une production alimentaire à l'échelle domestique pour un développement plus solide des pays est une politique reconnue à l'échelle internationale, ce que confirment les Objectifs de développement durable (ODD) (*Sustainability Now*, 2016). La FAO (2006) reconnaît également

que « l'interaction entre sécurité alimentaire et potentiel de production est à juste titre un problème local dans les sociétés pauvres et dépendantes à l'agriculture, » et que « à moins que l'agriculture locale ne soit développée et/ou que d'autres opportunités de revenus ne s'offrent aux populations, l'insécurité alimentaire déterminée par un potentiel de production locale limité persistera, même au cœur d'un potentiel à plein régime au niveau mondial. » On ne soulignera jamais assez le besoin de développer une agriculture locale dans de telles circonstances comme condition *sine qua non* à une plus grande sécurité alimentaire. En ce sens, la conversion galopante de terres dans les pays du Sud destinées à la multiplication des monocultures d'export en direction du Nord va dans la direction opposée : accaparement des terres, monocultures et politiques tournées vers l'export desservent des communautés locales dépouillées de leurs ressources (leurs terres aussi bien que leur eau) et la possibilité de gagner leur vie. Elles sont alors contraintes de quitter les villes et parfois de rejoindre l'Europe à la recherche d'une vie décente. En 2015, on comptait 244 millions de migrants, soit 40% de plus qu'en 2000.

Une grande partie de ces migrants sont issus de zones rurales où plus de 75% des pauvres et victimes d'insécurité alimentaire dépendent de l'agriculture et de revenus liés à la nature, d'après les chiffres de la FAO.

### **Sécurité alimentaire et systèmes alimentaires forts dépendent de l'agrobiodiversité locale.**

Les systèmes uniformes ou dépourvus de biodiversité sont fragiles. L'uniformité génétique a systématiquement généré une vulnérabilité aux épidémies et, plus généralement, aux stress biotique et abiotique. L'agrobiodiversité est fondamentale pour la survie de systèmes agricoles locaux et durables. Les variétés locales sont les plus adaptées à leur climat et leur sol et poussent mieux dans les zones où elles s'acclimatent depuis des siècles, grâce au travail de l'humain. Elles sont plus résistantes et requièrent de ce fait une intervention extérieure. Par conséquent, les variétés locales sont plus écologiques. Il en va de même pour les races autochtones, plus résistantes et adaptées à tous les terrains et aux conditions climatiques les plus difficiles. La biodiversité est un atout unique et précieux en termes génétiques, mais aussi culturels, sociaux et économiques. De plus, de nouvelles études suggèrent que la diversité agricole contribue à la nutrition humaine en augmentant la diversité et la qualité alimentaire (Powell et al., 2015 ; Pelligrini & Tasciotti, 2014).

### **Le rôle de l'Europe est-il de nourrir le monde ?**

Dans son rapport *Sustainability Now!* (2016), Karl Falkenberg, conseiller spécial sur le développement durable du président de la Commission européenne, écrit : « L'Union européenne doit aussi revoir sa position au sein de l'économie mondiale : la croissance démographique ayant principalement lieu hors d'Europe, l'UE se doit-elle de nourrir le monde ? [...] Renforcer la production alimentaire des pays en développement est une politique internationale reconnue, confirmée par les ODD. Quelle performance d'exportation européenne à plus long terme serait compatible avec cet objectif ? »

### **Il est largement reconnu que la sécurité alimentaire est, fondamentalement, une question de distribution, en lien avec la pauvreté, l'exclusion sociale et d'autres facteurs affectant l'accès et l'utilisation de la nourriture.**

« Pour presque 400 millions d'individus, même une croissance de production alimentaire de 70% ne garantirait pas un accès à une nourriture adéquate. Cet accès nécessitera un cadre socio-économique propre à résoudre les déséquilibres et inégalités » (FAO, 2009). Le véritable défi pour remédier aux causes sous-jacentes de la faim est la réduction de la pauvreté par l'augmentation des revenus des petits propriétaires, la diminution des dépendances et l'atteinte d'une justice distributive (accès aux terres et aux semences, accès égalitaire femmes/hommes aux ressources)

ainsi que la réduction du gaspillage et des pertes après récolte (IAASTD 2009; EKD 2015; Altieri and Nicholls 2012; De Schutter 2010).

**Un tiers de toute la nourriture produite dans le monde est gaspillé : elle existe donc en quantité suffisante, mais sa distribution n'est pas équitable.**

La FAO estime qu'environ un tiers de toute la nourriture produite est perdue ou gâchée chaque année, soit environ 1,3 million de tonnes et un coût estimé à environ 600 millions d'euros (sans compter les produits de la mer). L'impact environnemental du gaspillage alimentaire et les pertes en termes de volumes et de coûts sont énormes et représentent un coût pour la société (émissions de gaz à effet de serre, consommation d'eau, gâchis de terres agricoles et perte de biodiversité).

**De nombreux systèmes de production alimentaire menacent aujourd'hui la capacité future de la Terre à produire de la nourriture.**

Comme l'indique le troisième exercice de prévision du CPRA (Comité permanent de la recherche agricole), la production alimentaire dépasse les limites environnementales ou s'en approche, au niveau mondial et dans de nombreuses régions, notamment en Europe. La synthèse de l'azote dépasse de quatre fois les limites planétaires et l'utilisation du phosphore a déjà atteint son maximum. Les changements d'usage des terres, leur dégradation et la dépendance aux énergies fossiles contribuent à un quart des émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture, pêche comprise, est le plus grand et l'unique facteur de perte de biodiversité. À l'échelle régionale, les quantités d'eau extraites pour l'irrigation dépassent la capacité de reconstitution de la ressource.

**Il est temps d'abandonner le discours (et la stratégie) d'une augmentation de la productivité.**

Comme le conclut le troisième exercice de prévision du CPRA : « Un changement drastique est nécessaire du côté de l'offre comme de la demande alimentaire. [...] Cette transition ne peut être atteinte en suivant le discours général d'augmentation de la productivité. L'alternative de "suffisance" ouvre des voies de transition vers des systèmes durables et équitables, par une approche systémique prenant en compte les interactions complexes des différents défis et fondée sur une meilleure compréhension des systèmes socioécologiques. »